

# Quel est (votre) juste prix pour acheter une place de théâtre ?

ARTS DE LA SCÈNE Le Public propose de payer l'entrée... selon vos moyens

- ▶ À l'heure où un Belge sur cinq peine à boucler ses fins de mois, l'accès au théâtre peut-il devenir plus équitable ?
- ▶ Tout ce mois de février, Le Public tente une utopie citoyenne : payez votre place en fonction de vos capacités.

**D**urant tout ce mois de février, les spectateurs du théâtre Le Public (Saint-Josse) seront libres de fixer eux-mêmes le juste tarif des places de théâtre qu'ils achètent : 5, 10, 15, 30 voire 50 euros, qu'importe. Il n'y aura pas de contrôle, la direction parie sur la bonne foi de sa clientèle et propose au public d'acheter sur ce même principe les spectacles de toute la saison. Fin de la récréation le 1<sup>er</sup> mars, sans que Le Public se fixe un objectif ou vise l'auto-promotion : la volonté est d'ouvrir le débat sur le juste prix du théâtre et de l'acteur, à l'heure où même la clientèle des classes moyennes se plaint de devoir réduire ses sorties théâtre « devenues trop chères ».

Non, ce n'est pas une initiative en faveur des plus démunis. Ceux-ci disposent toujours de l'article 27 qui leur permet d'accéder aux spectacles pour 1,25 euro, « le prix d'un pain ». Non, la liberté de fixer son propre prix d'entrée n'est pas non plus un cadeau de l'entreprise : avant de concrétiser cette « utopie » de durée très limitée, les directeurs.trices Patricia Ide et Michel Kacenenbogen ont sondé leur public, et c'est la solidarité entre les diverses strates économiques de ce public qu'ils entendent favoriser. Alors que le prix de base d'une place adulte est de 26 euros, 10 % des spectateurs se disent prêts à payer 30 euros, 7 % verseraient 35 euros, et même 2 % sont prêts à payer 50 euros s'il s'agit de rendre le théâtre plus équitable, plus solidaire et de lutter contre la ghettoïsation de la culture. La direction va simplement vérifier de manière concrète cette solidarité affichée.

Cette solidarité s'exprime déjà depuis janvier 2017 via les « tickets solidaires » : à l'instar des « cafés suspendus », un spectateur achète d'initiative un second

ticket au prix de 15 euros pour l'offrir à une personne dans le besoin. Sur l'automne 2017 comme à l'automne 2018, il s'en est échangé une petite quarantaine. « Par moments, j'ai plus de donateurs que de personnes qui demandent, constate Michel Kacenenbogen. C'est l'un des éléments qui nous a fait réfléchir à une autre formule. Nous vivons dans une société où nous savons que les inégalités augmentent, mais où le besoin de dignité n'est heureusement pas en décroissance. Or pour bénéficier d'un ticket solidaire, les personnes se retrouvent toujours face à une billetterie, et dans l'obligation de décrire la situation un peu complexe dans laquelle ils sont. »

Le système proposé en février offre au spectateur en difficulté financière le respect de sa dignité et de son autonomie : « Le spectateur décide du prix qu'il va donner à la culture, on n'a pas décidé pour lui. »

« Ce qui est intéressant dans le fait d'ouvrir le prix, note Patricia Ide, c'est la réflexion que cela induit, le cheminement mental que cela va entraîner. Nous pensons que quelque chose se passe dans notre société, et le théâtre Le Public veut en être aussi : nous ressentons tous le besoin de "collaboration". On veut se réapproprier notre mode de consommation, on veut savoir ce qu'il y a dans le chocolat, savoir comment est faite notre poudre à lessiver. Avec notre action, les gens vont devoir se demander à nouveau : "Combien ça coûte, une pièce de théâtre ?" Et encore cette question : "Où est-ce que je suis, moi, dans la chaîne ?" »

**« Le théâtre est l'un des derniers endroits où des humains parlent à des humains. Nous faisons travailler les acteurs sur le monde comme il va »** PATRICIA IDE

Moi, j'ai besoin de savoir si le type qui récolte le cacao de mon chocolat est dignement payé, s'il peut faire vivre sa famille. Dans la chaîne du théâtre, le spectateur va pouvoir se poser à nouveau la question du prix de sa place, et se la réapproprier : "Qu'est-ce que cela vaut, cet acteur qui me parle là, en direct ?" Par ailleurs, en fonction de mes moyens, je peux aussi me réinterroger sur ce que j'ai envie de mettre dans la culture. »

L'initiative n'a pas de prétention excessive. Elle ne réglera rien aux inégali-

tés croissantes, elle n'aura même pas pour effet de faire pousser les portes du théâtre à ceux qui n'y sont jamais venus. La partie se joue ailleurs, au niveau d'une classe moyenne fragilisée qui a déjà fréquenté les théâtres : « Cette action ne va pas amener au théâtre les gens qui n'y ont jamais été de leur vie, admet Michel Kacenenbogen, ni ceux dont les seules préoccupations sont de se loger, se nourrir, éduquer les enfants et que les poubelles soient gérées. Pour ces problèmes, nous ne pouvons rien. Ce que nous pouvons faire, c'est que ceux qui ont entre 1.200 et 2.000 balles par mois puissent ne pas considérer qu'aller au théâtre est une exception. Nous visons la classe moyenne car nous pensons que c'est elle qui va faire évoluer le monde dans un sens plus citoyen. Et parce que je préfère qu'une personne en difficulté vienne une fois par mois à 5 euros plutôt que deux fois par an à 26 euros. » Pourquoi ? « Le grand danger serait que les spectateurs en difficulté viennent de moins en moins, pointe Patricia Ide, et que la transmission ne se fasse plus avec les jeunes. »

L'idée forte qui les traverse est de voir « les spectateurs utiliser 1% de leur revenu pour aller au théâtre une fois par mois. Une personne qui gagne 1.500 euros par mois, je veux qu'il puisse payer 15 euros sa place. S'il gagne 2.000 euros par mois, 20 euros la place, 3.000 euros par mois, 30 euros la place, et ainsi de suite. »

Si ce discours sent la poudre, c'est parce qu'il est explosif et pose la culture

comme bien de première nécessité. Le théâtre Le Public, « bien de première nécessité ? » « Certainement, défend Patricia Ide. Le théâtre est l'un des derniers endroits où des humains parlent à des humains. Nous faisons travailler les acteurs sur le monde comme il va, et c'est une manière pour les spectateurs de venir se nourrir de fictions qui leur racontent le réel. Je pense que c'est à la fois divertissant et intelligent. À partir du moment où ces deux choses se rejoignent, c'est de cela dont les gens ont besoin : on

*leur raconte le réel par le biais d'une fiction dans laquelle ils peuvent soit se projeter, soit trouver une clé d'analyse de ce qui se passe dans le monde. De manière concrète, vécue.»*

Question à cinq balles : l'expérience tarifaire a-t-elle été discutée préalablement avec le pouvoir subsidiant, ou Le Public agit-il en franc-tireur ? « En franc-tireur, reconnaît Michel Kacene-lenbogen. Si on commence à se concerter, on met des années pour le faire... » ■

**ALAIN LALLEMAND**

## PRIX

é

### **Le coût réel d'un siège**

Pour évaluer correctement ce que chacun devrait payer pour accéder au théâtre, il faut comprendre ce qui se trouve derrière le « prix plein adulte » de 26 euros dont il est ici question. En réalité, au Public, tous tarifs confondus, le prix moyen déboursé pour un siège par les spectateurs est de 15 euros. Si on tient compte des invitations et places gratuites, le prix par siège occupé tombe à 13 euros réellement encaissés par le théâtre. Mais une partie substantielle du siège est financée par des subventions, donc par vos impôts. Soit 17 euros par siège payant. Au Public, une place de théâtre coûte donc en réalité 32 euros. Est-ce suffisant ? Posez la question aux acteurs : ils connaissent souvent la réponse bien avant la fin du mois.

A.L.